

Saint-Maurice: scandale au Vieux-Pays

OPINION

Un scandale secoue depuis quelques semaines le canton du Valais et, au-delà, l'ensemble de la Suisse romande. Celui-ci fait suite à la diffusion le 19 novembre 2023 sur la RTS de l'émission *Mise au point*. Un reportage y révélait l'existence d'accusations d'abus sexuels à l'encontre d'une dizaine de chanoines de l'abbaye de Saint-Maurice, parmi eux, l'actuel supérieur récemment nommé par intérim pour remplacer son prédécesseur lui-même accusé.

L'observateur à distance pourrait penser qu'il s'agit là d'une énième histoire tragiquement banale dont l'Eglise catholique détient la recette et s'étonner de l'écho suscité par ces «révélations», d'autant que nombre de cas étaient déjà connus. Le sociologue ne peut que pointer la concentration dans le cas concret de cette abbaye-école de nombreux ingrédients potentiellement «violents» déjà constatés ailleurs: l'imbrication d'un lieu de vie conventuelle, d'un lieu de formation pour futurs religieux et d'un internat scolaire; une communauté mêlant adultes et adolescents longtemps close sur elle-même à la fois monosexuée et homophobe; une structure hors du contrôle du diocèse de Sion; une autonomie revendiquée et acceptée par les autorités ecclésiastiques donc, mais aussi cantonales «d'autant que, des décennies durant, le collège a généré des coûts nettement inférieurs à ceux des deux autres collèges de Brigue et Sion»; un continuum de rudesses pédagogiques toléré par les parents au nom de l'excellence d'une certaine culture humaniste; un contrôle des élèves jusque dans leur correspondance avec ces mêmes parents et une défiance vis-à-vis du «monde» incarné aux yeux des religieux par le bourg de la cité agaunoise et ses bals. Si l'Eglise catholique de Suisse s'était dotée d'une cartographie préventive des risques, Saint-Maurice y aurait assurément été inscrite comme



JOSSE TRICOU
INSTITUT DE SCIENCES SOCIALES DES RELIGIONS,
UNIVERSITÉ DE LAUSANNE

L'abbaye a servi de lieu privilégié de reproduction scolaire de l'élite «lettrée» catholique, elle a aussi offert une ascension à nombre d'élèves

un hotspot nécessitant un strict reporting. Mais ce serait oublier la fonction sociale particulière que l'abbaye a occupée un siècle durant, bien au-delà de la seule bourgade coincée entre falaise et Rhône qui marque l'entrée du «Vieux-Pays».

Saint-Maurice est en effet une des institutions les plus prestigieuses du Valais où être catholique a longtemps paru soit une évidence, soit une identité à défendre. L'abbaye a servi dans ce contexte de lieu privilégié de reproduction scolaire de l'élite «lettrée» catholique valaisanne mais aussi vaudoise, fribourgeoise et jurassienne. Parallèlement à ce rôle, le collège a aussi offert une ascension scolaire à nombre de fils de paysans des montagnes alentour, ne

serait-ce qu'à travers le «choix» de la vocation de chanoine. Et c'est peut-être là un de ses paradoxes: s'y sont succédé des générations de religieux enseignants ou surveillants issus de milieu modeste, presque tous bénéficiaires eux-mêmes de l'abbaye en tant qu'élèves, lui étant donc totalement redevables (Monique de Saint-Martin et Pierre Bourdieu parleraient à leur propos d'oblats), sous la direction de quelques supérieurs, au contraire venant de l'extérieur, issus de l'élite de la Suisse catholique, fruits de vocations plus tardives et «virtueuses», au service eux-mêmes de l'élite laïque de cette même Suisse catholique, un monde conservateur mû par une puissante nostalgie d'un certain âge d'or.

Cette réalité explique sans doute la dissonance socio-cognitive éprouvée à la diffusion de *Mise au point* par d'anciens élèves y ayant vécu une expérience si ce n'est enchantée, en tout cas fondatrice et bénéfique. Charles Ferdinand Ramuz évoquait volontiers la fécondité de «l'École de Saint-Maurice». Nombre d'anciens signifient encore leur attachement à cette *alma mater* en affirmant avec fierté «J'ai fait Saint-Maurice». L'interconnaissance, voire l'intrication familiale, de ce milieu au sein des administrations ecclésiastiques et étatiques valaisannes a visiblement participé à contenir les révélations distillées au compte-goutte jusque-là. Saint-Maurice apparaissait sans doute comme une institution *too big to fall* – au même titre que certaines banques lors de la crise financière de 2008 – qu'il fallait absolument préserver au prix d'un déni allant jusqu'à, pour certains peut-être, une certaine complexité. ■

Josse Tricou est maître assistant à l'Institut de sciences sociales des religions de l'Unil. Il est l'auteur de «Des soutanes et des hommes. Enquête sur la masculinité des prêtres catholiques». Préface d'Eric Fassin, Presses universitaires de France, 2021.

La pomme de la concorde

OPINION

Chacun peut quitter Dubaï la tête haute, même si certains en auraient voulu plus et d'autres moins: plus ou moins de pressions sur les énergies fossiles, plus ou moins de soutien financier aux pays les plus pauvres. Cela prouve bien que c'est le meilleur et seul accord possible. D'ailleurs le mot qui ressort le plus souvent des commentaires est «historique», comme en témoigne la standing ovation réservée à son président Sultan al-Jaber. Conscient du poids de l'attention mondiale, il savait qu'un échec n'était pas une option. Force est de constater que la présidence émiratie n'a ménagé aucun effort et n'a pas démerité – de quoi répondre aux nombreuses critiques qui la condamnaient a priori.

Il serait simpliste de catégoriser les acteurs en présence comme les bons et les méchants. Nous sommes dans une tragédie grecque et non dans un scénario hollywoodien. Certains se sont engagés corps et âme dans la lutte climatique, d'autres de façon plus hypocrite, espérant secrètement que le résultat des négociations ne les pousse pas à trop d'efforts. Il y a eu aussi ceux qui continuent à polluer en mettant la faute sur le laxisme ambiant, et ceux qui ont eu le courage d'assumer le soutien aux énergies fossiles.

Imaginez-vous ministre d'un pays dont l'économie dépend à 85% de ses hydrocarbures. Signeriez-vous à la COP28 l'arrêt de mort de votre production pétrolière? Comme le format onusien exige le consensus, on se retrouve souvent avec le plus petit dénominateur commun.

Et pourtant, pour la première fois, la mention des énergies fossiles est incluse dans le texte final d'une COP. Bien que le fameux «phasing out», l'abandon complet, de ces dernières ne soit pas expli-



BERTRAND PICCARD
PRÉSIDENT DE LA FONDATION
SOLAR IMPULSE

Pour la première fois, la mention des énergies fossiles est incluse dans le texte final d'une COP

cite, la formulation fait bel et bien écho à la nécessité de s'en affranchir en «transitionnant hors des énergies fossiles» pour garder le cap de 1,5 °C auquel certains voulaient même renoncer. On ne pouvait pas obtenir mieux.

Les solutions pour décarboner sont décrites de manière à satisfaire toutes les parties: triplement des énergies renouvelables et doublement de la progression annuelle de l'efficacité énergétique pour les tenants des cleantechs, captage et séquestration du carbone avec transition par des combustibles à faibles émissions pour les producteurs de gaz, sans oublier le nucléaire pour ceux qui imaginent que son prix restera compétitif. Le méthane est aussi l'objet d'une mention spéciale, tout comme de nombreux autres sujets incluant l'abandon des subventions aux

énergies fossiles qui ne visent pas à aider les plus pauvres et la mobilisation du financement pour les pays en développement.

Pour en arriver là, il a fallu accepter un calendrier différencié en fonction du niveau de développement et de dépendance des pays aux hydrocarbures, d'où la formulation d'une transition «juste, ordonnée et équitable». La Bolivie, lors du majlis extraordinaire, cette tradition bédouine qui a vu tous les ministres assis en cercle sans hiérarchie, avait exhorté les parties présentes à considérer les différences nationales.

Comme l'a dit Sultan al-Jaber: «Un accord ne vaut que par sa mise en œuvre.» C'est là qu'il va falloir se concentrer pour atteindre les objectifs de ceux qui en voulaient, à raison, bien davantage.

Comme il est visiblement difficile de freiner rapidement la production pétrolière, agissons plutôt sur la réduction de la consommation. Cela dépend totalement de nous, qui brûlons tout ce pétrole. Et c'est là qu'il y a le plus à gagner.

Pour concilier action climatique, protection de l'environnement, création d'emplois, développement économique et justice sociale, engageons nos sociétés dans les renouvelables et l'efficacité, avec une optimisation des ressources et une minimisation des pertes. Modernisons notre monde pour arrêter l'inévitable gaspillage qui justifie toute cette production d'énergie. La décarbonation deviendra alors la conséquence logique de cette modernisation, avec un bénéfice, plutôt qu'un sacrifice économique.

Voilà ce que nous devrions vraiment retenir de cette COP28. ■

Non, l'immigration n'est pas un sujet tabou!

CHRONIQUE



MARIE-HÉLÈNE MIAUTON
ENTREPRENEUSE ET ESSAYISTE
mh.miauton@bluewin.ch

Non, l'immigration n'est pas un sujet tabou! Bien sûr, elle doit être traitée avec tous les égards dus aux humains, aux humains en souffrance particulièrement. Cela exige respect et compassion, mais pas cette sacralisation que la plupart des gouvernements européens (tous?) ont adoptée jusqu'à récemment. Empêtrés dans leur passé colonialiste pour les uns, habités par la sincérité de leurs valeurs altruistes pour les autres, mais vite accusés de racisme systémique agrémenté d'islamophobie, les responsables politiques ont refusé de voir la réalité qui se dessinait. Trop de médias ont travesti les mots et les faits, conduisant les populations à interioriser leur mal-être pour ne pas être soumises à l'opprobre.

Pourtant, sous le poids du nombre des arrivées, avec leurs inévitables conséquences, le thème de l'immigration secoue la plupart des pays européens et transforme le paysage politique. On l'a vu en Suède, au Danemark, en Italie, en Pologne, en Allemagne, en Suisse même lors des dernières élections fédérales avec une nouvelle poussée de l'UDC. Quant à la France, véritable concentré des erreurs à ne pas faire, elle offre désormais un tableau repoussant de l'avenir multiculturel européen. On entend dans la bouche des élites politiques de nombreux pays des propos autrefois condamnés comme xénophobes et qualifiés d'extrême droite. En France, les socialistes Gérard Collomb ou Manuel Valls, les républicains Eric Ciotti ou Alain Juppé se sont ainsi réveillés après avoir longtemps enjolivé les problèmes, euphémisé les événements sans rien faire pour inverser le cours des choses quand ils étaient aux responsabilités.

Et, tout à coup, le roi est nu! Le droit d'asile que nul ne remet en cause est devenu le cache-sexe de l'immigration économique, et les valeurs d'accueil généralement partagées par nos populations ont fait place à des réactions de survie tant le nombre a changé la donne. Les questions occultées explosent au grand jour, telles l'insécurité des femmes, la criminalité des gangs et trafiquants, le terrorisme à bas bruit avec la multiplication des attaques au couteau, les évolutions culturelles liées à la présence à nos côtés d'une religion aux conceptions radicalement différentes des nôtres.

Pour autant, l'immigration ne saurait être ramenée à une affaire de gros sous, comme le font trop de ses partisans. En Suisse, il paraît que l'on a besoin de main-d'œuvre et qu'il faut bien des bras pour faire le boulot. En France, il est désormais question de soutenir les métiers en tension, autant dire de confier aux migrants les jobs dont les autochtones ne veulent plus. Le petit relent d'esclavagisme de cette conception ne rebute pourtant ni la droite des affaires ni la gauche des grands sentiments. Mais qui va payer nos retraites? s'exclament les tenants de l'argument démographique, sans percevoir le cynisme de ce propos. Sans oublier que l'exode de ses forces vives empêche l'Afrique de se développer plus rapidement et mieux. Ainsi, accueillir dans nos grandes écoles des étudiants pour former les infirmières et les médecins dont l'Afrique a besoin puis les garder pour soigner nos propres populations, cela sent un peu le néocolonialisme. Ce qui ne choque pas pour autant les braves gens qui pensent à leur futur séjour à l'hôpital ou à leur vieille mère en EMS.

Pourtant, face à l'exaspération qui s'exprime dans les urnes telle une vague de fond, les solutions existent et elles font appel au bon sens. Tout le logiciel doit changer puisque l'ensemble du cadre normatif mis en place dans le contexte de l'asile politique est devenu inadapté, voire pernicieux, pour traiter de l'immigration économique. L'Union européenne aurait évidemment un rôle à jouer si elle ne se préoccupait pas seulement de régler le dispatching de pauvres hères entre des pays qui se les renvoient, mais osait un vaste référendum, en s'engageant honnêtement à respecter ensuite la volonté des peuples. En revenant à la démocratie en somme, puisqu'on en a plein la bouche! ■

Cette chronique est la 1000e signée Marie-Hélène Miauton, fondatrice de l'Institut MIS Trend, qui a commencé à écrire dans «Le Temps» fin août 1999, un peu plus d'un an après la naissance du titre. Nous reviendrons avec elle sur cette riche histoire dès la semaine prochaine.

PODCAST

Retrouvez
«Sous
la Coupole»

Décrypter, débattre, anticiper les enjeux, c'est l'ambition du podcast politique du «Temps». Le nouvel épisode est disponible en scannant ce code QR.

